

Débats et conclusions

L'atelier avait pour ambition de présenter un panel de solutions concrètes pouvant permettre de passer de la gestion administrative à la réalisation, dans le cas particulier de la forêt méditerranéenne souvent considérée comme un espace improductif que tout le monde a tendance à consommer sans pour autant penser à sa gestion et à son renouvellement. Ces aspects ont été illustrés par le premier exposé (Cf. p. 291). Cet espace forestier fait donc l'objet de multi-usages, est-ce que les outils réglementaires et financiers le prennent en compte?

La forêt méditerranéenne est sous-estimée car il s'agit d'un espace mal défini comprenant divers stades où la strate arborée est plus ou moins dominante et dont les limites spatiales sont souvent floues entre espace forestier et espace agricole.

Le cadre réglementaire a été présenté dans les exposés suivants ; il apparaît que dans les outils nationaux les indicateurs de durabilité proposés ne répondent pas aux enjeux et aux usages de la forêt méditerranéenne. Par ailleurs les seuils nationaux permettant de bénéficier des aides financières ne sont pas adaptés à la région méditerranéenne où l'on a à faire majoritairement à de petites propriétés morcelées (ex du C.R.P.F. Rhône-Alpes). La marge de manœuvre régionale est assez limitée : dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon les seuls compléments apportés concernent la suberaie et la châtaigneraie ; le sol, élément très important de l'écosystème et non renouvelable n'est pas pris en compte.

La biodiversité ne peut pas être considérée comme un critère suffisant ni même parfois pertinent pour juger de la gestion durable de la forêt méditerranéenne.

Certains outils financiers comme les C.T.E. s'appliquent uniquement à l'agriculture et ne concernent pas la forêt privée qui représente pourtant une grande part des espaces boisés de nos régions.

Même lorsqu'il s'agit de forêts gérées par l'Etat des difficultés apparaissent (exemple du Parc des Cévennes) :

- des problèmes budgétaires : les deux Ministères concernés (Agriculture et Environnement) n'ont pas les mêmes outils financiers susceptibles de s'appliquer à un même territoire,
- des différences culturelles (formation et objectifs) entre forestiers dépendants d'administrations différentes,
- une lourdeur administrative dans l'élaboration des plans de gestion même si celle-ci est co-construite par les différents partenaires puis de la mise en action, les administrations (Parc, O.N.F.) n'ayant que très peu de souplesse par rapport aux procédures.

Enfin une difficulté supplémentaire est liée aux crédits d'Etat : le manque de crédits durables conséquents aux fluctuations politiques et qui pénalise fortement les actions sur le long terme.

Des solutions de gestion peuvent être trouvées localement lorsqu'un seul gestionnaire (cas de l'île de Porquerolles) opère sur des terrains où il a une maîtrise foncière. Pour la forêt privée les moyens d'une gestion multi-

usages permettant une ouverture nécessaire au public n'existent pas encore et le tourisme est subi comme une charge par les propriétaires.

Des outils contractuels permettant la gestion durable de la forêt privée sont donc nécessaires.

La difficulté entre forêt privée et intérêt public trouve parfois des solutions locales. La visite en forêt de Gardanne a montré comment des avantages écologiques et financiers réciproques peuvent être valorisés grâce à une animation locale exemplaire.

Cette ouverture au public est importante, la gestion durable doit s'inscrire dans la société ; il faut favoriser les échanges avec le public et responsabiliser les usagers.

Au niveau des collectivités territoriales plus de souplesse existe. Les exemples cités dans les interventions et lors du débat montrent que même si les préoccupations sont différentes à chaque échelon territorial, il existe une bonne cohérence et des procédures d'échange entre régions et département. Les orientations permettent de mettre en priorité les spécificités méditerranéennes afin de compenser cette lacune au niveau des outils nationaux. Toutefois dans certains cas les financements des collectivités assument la totalité des coûts et ces institutions souhaiteraient que l'Etat puisse cofinancer les actions jugées prioritaires à l'échelon régional.

La région Languedoc-Roussillon a développé une stratégie de "durabilité" qui s'appuie sur une politique de territoire prenant en compte la globalité des actions pour rendre faisable un projet. Cette démarche a l'avantage de pouvoir trouver un interlocuteur local (structure inter-communale ou coopérative par exemple) afin de financer les investissements nécessaires à la bonne réalisation puis au fonctionnement de l'ensemble des composantes du projet. Cette stratégie se base sur le principe que lorsque toutes les conditions de départ sont optimales, le projet doit ensuite fonctionner sur le long terme ; la majorité des aides concerne donc les investissements, la gestion étant ensuite prise en charge localement.

Cette stratégie permet de résoudre le problème des limites entre forêt, agriculture et espaces plus ou moins boisés, des différentes activités et de la mosaïque paysagère.

L'entrée territoriale apparaît souvent être une bonne solution ; le C.R.P.F. développe actuellement des Chartes de territoire.

Certains outils comme Natura 2000 dans les Alpilles initient également une démarche de gestion globale à l'échelle d'un territoire de plusieurs communes. Dans cet exemple, on peut voir que les solutions techniques existantes ont été reprises et mises en cohérence, mais que le problème essentiel reste le foncier. La gestion durable pourrait-elle être porteuse d'une garantie foncière ? L'exemple des Alpilles montre que le patrimoine est un bon outil lorsqu'il est approprié par les locaux.

Conclusions

Les outils nationaux ne prennent pas suffisamment en compte les spécificités de la forêt méditerranéenne que ce soit dans les critères d'évaluation ou dans les possibilités d'application (problème des surfaces minimales par exemple). Un gros travail reste à faire à ce niveau.

L'appropriation par les populations locales toutes plus ou moins "usagers de la forêt" est une nécessité pour permettre une garantie de la durabilité des forêts.

L'appropriation passe également par la création de moyens pour la gestion des forêts privées pour lesquelles les propriétaires seront les seuls garants de la mise en œuvre d'actions de gestion durable.

Les méthodes de gestion nouvelles sont également à mettre au point et des moyens spécifiques permettant de faire travailler l'ensemble des intervenants et de valoriser leurs compétences sont également à créer.

Cependant, si des solutions techniques de gestion existent (approches par massif, solutions locales...) ou pourront être mises au point grâce à des procédures de concertation efficaces et la création de moyens spécifiques, le problème majeur reste la propriété foncière et les enjeux qui pèsent sur elle en région méditerranéenne. Il paraît donc important de pouvoir sensibiliser les acteurs locaux au patrimoine naturel et de donner les moyens aux propriétaires de pouvoir conserver ce patrimoine collectif.

Liste des participants du groupe "Institutions et gestion durable"

Marie-Thérèse ARNAUD - Chambre régionale
d'agriculture PACA
Guy AUBERT - Université d'Aix Marseille
Patrick AUMASSON - Direction départementale
de l'agriculture et de la forêt de la Lozère
Roger BALLEYDIER
Sabrina BAUDOUIN - Association REAS
Catherine BENOS - Inventaire forestier national
Odile BONFILS
Jean-Claude BOYRIE - Direction régionale de
l'agriculture et de la forêt Languedoc-
Roussillon
André CHALLOT - Comité Scientifique Entente
Cécile CHAPON - Institut national de recherche
agronomique
Lydiane ESTEVE - Concession du Pont du Gard
Laurent FILIPOSI - Agence Publique du Massif
des Alpilles
Christophe FOURNIER - Conseil général de
l'Hérault
Jacky GERARD - Entente interdépartementale
Chantal GILLET - Conseil régional Provence-
Alpes-Côte d'Azur

Bernard GUAY - Centre Régional de la Propriété
Forestière PACA
Robert IZARD - Agence de l'Office national des
forêts de l'Hérault
Nicole JENSEN Parc national de Port Cros
Nathalie LAMANDE - Revue géographie alpine
Philippe MAC CLENAHAN SYNERGIES ENVI-
RONNEMENT
Henri MARCH - Conseil Régional PACA - MEVP
Gérard MOULINAS - Parc National des Cévennes
Valérie NORMAND - Agence Publique du Massif
des Alpilles
Jean-Michel PIRASTRU - Agence Publique du
Massif des Alpilles
Carine RITAN - Agence Publique du Massif des
Alpilles
Philippe ROUQUIÉ - AROMABIO
Christophe SAUTIERE - Conseil général de
l'Ardèche
Nicolas TRAUB - Centre Régional de la Propriété
Forestière de Rhône Alpes
Claudine VIGNERON - Conseil régional
Languedoc-Roussillon

Photos ci-dessous :

Le groupe lors de la visite
de terrain, à La Caume
(Alpilles) à gauche et à
Gardanne, à droite
Photos C.C.

